

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BGFIBank Europe
Société Anonyme avec Conseil d'administration au capital de 40 000 000 euros
Siège social : 10-12, rue du Général Foy - 75008 PARIS
511 432 940 R.C.S. PARIS

Exercice social du 01/01/2023 au 31/12/2023
Comptes annuels approuvés par l'A.G.O. du 27 mai 2024

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BGFIBank Europe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit : Risque d'erreur dans l'estimation des dépréciations individuelles des créances douteuses

Risque identifié	Notre réponse
De par son activité, BGFIBank Europe est exposée au risque de crédit portant sur le non-recouvrement des créances accordées à la clientèle et des créances interbancaires.	Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité des données utilisées et le bien-fondé des hypothèses retenues par la direction pour déterminer les dépréciations des créances douteuses.
Comme indiqué dans la note 3.8 de l'annexe aux comptes annuels, les dépréciations des créances prennent la forme de dépréciations individuelles. Elles sont déterminées en comparant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus, avec la valeur comptable du prêt.	Nous avons :

Au 31 décembre 2023, les encours des crédits auprès de la clientèle et des crédits interbancaires s'élèvent à 441,3 millions d'euros dont 35,4 millions d'euros de créances douteuses brutes. Les dépréciations constituées sur ces créances douteuses brutes s'élèvent à 2,8 millions d'euros.

Nous avons considéré que la détermination des dépréciations individuelles des créances douteuses constituait un point clé de l'audit des comptes annuels compte tenu de sa sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination des flux futurs estimés.

- pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place par BGFIBank Europe pour identifier les créances sur la clientèle et les créances interbancaires présentant un risque de non recouvrement et pour déterminer les dépréciations individuelles relatives à ces créances, notamment par la revue des règles de déclassement en créances douteuses et de leur application ainsi que par des échanges réguliers avec la direction ;
- apprécié la pertinence de ces procédures ;
- apprécié la qualité des données et le bien-fondé des hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés et des dépréciations des créances douteuses.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous :

- En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BGFIBank Europe par votre assemblée générale du 10 mai 2019 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 18 avril 2023 pour le cabinet RSM.

Au 31 décembre 2023, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 5^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM dans la 1^{ère} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 16 mai 2024

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas Le Moual

RSM Paris
Ratana Lyvong

Notes Annexes aux états financiers

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023

1. Etats financiers au titre de l'exercice 2023

1.1 Bilan Actif

ACTIF	Notes	EXERCICE 12/2023	EXERCICE 12/2022	VAR	VAR %
CAISSE, BANQUES CENTRALES, C.C.P.	2	231 245 272	35 611 674	195 633 598	549 %
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES					
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3	189 712 539	142 728 601	46 983 938	33 %
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	6	248 742 635	288 941 025	-40 198 390	-14 %
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE					
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE					
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	9	1 397 467	1 185 151	212316	18 %
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES					
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ¹					
LOCATION SIMPLE ²					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11	633 713	851 025	-217 312	-26 %
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11	146 728	168154	-21 426	-13 %
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE					
ACTIONS PROPRES					
COMPTES DE NEGOCIATION ET DE REGLEMENT ³					
AUTRES ACTIFS	12	1 737 570	2 652 718	-915 148	-34 %
COMPTES DE REGULARISATION	12	399 010	800 844	-401 834	-50 %
TOTAL DE L'ACTIF		674 014 934	472 939 192	201 075 742	43 %

1.2 Bilan Passif

PASSIF	Notes	EXERCICE 12/2023	EXERCICE 12/2022	VAR	VAR %
BANQUES CENTRALES, C.C.P.					
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	4	530 432 117	300 035 423	230 396 694	77 %
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	8	79 056 557	114 472 657	-35 416 100	-31 %
DETTES REPRESENTES PAR UN TITRE					
AUTRES PASSIFS	12	1 820 294	1 191 963	628 331	53 %
COMPTES DE REGULARISATION	12	3 471 517	3 442 166	29 351	1 %
COMPTES DE NEGOCIATION ET DE REGLEMENT ¹					
PROVISIONS		116 247	66 247	50 000	75 %
DETTES SUBORDONNEES					
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)					
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	1	59 118 202	53 730 736	5 387 466	10 %
CAPITAL SOUSCRIT		40 000 000	40 000 000	0	0 %
PRIMES D'EMISSION					
RESERVES		4 000 000	4 000 000	0	0 %
ECARTS DE REEVALUATION					
PROVISIONS REGLEMENTEES ET SUBVENTIONS					
D'INVESTISSEMENT					
REPORT A NOUVEAU (+/-)		6 438 225	3 145 715	3 292 510	105 %
RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)		8 679 977	6 585 021	2 094 956	32 %
TOTAL DU PASSIF		674 014 934	472 939 192	201 075 742	43 %

1.3 Hors-Bilan

HORS BILAN	Notes	EXERCICE N 12/2023	EXERCICE N- 1 12/2022	VAR	VAR %
ENGAGEMENTS DONNES		108 165 122	113 045 337	-4 880 215	-4 %
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	15	71 683 956	52 989 764	18 694 192	35 %
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	15	36 481 166	60 055 573	-23 574 407	-39 %
ENGAGEMENTS SUR TITRES					
ENGAGEMENTS RECUS		141 193 797	163 445 312	37 748 485	23 %
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	15	5 000 000	35 000 000	30 000 000	-86 %
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	15	136 193 797	128 445 312	7 748 485	6 %
ENGAGEMENTS SUR TITRES					

1.4 Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Notes	EXERCICE N 12/2023	EXERCICE N- 1 12/2022	VAR	VAR %
+ Intérêts et produits assimilés	17	25 475 200	14 132 867	11 342 333	80 %
- Intérêts et charges assimilées	17	-10 492 431	-3 209 457	-7 282 974	227 %
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées ¹					
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées ¹					
+ Produits sur opérations de location simple ²					
- Charges sur opérations de location simple ²					
+ Revenus des titres à revenu variable					
+ Commission (produits)		8 004 273	9 508 380	-1 504 108	-16 %
- Commission (charges)		-729 447	-529 407	-200 040	38 %
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	18	2 920 211	1 664 606	1 255 605	75 %
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés					
+ Autres produits d'exploitation bancaire					
- Autres charges d'exploitation bancaire					
PRODUIT NET BANCAIRE		25 177 805	21 566 988	3 610 817	17 %
- Charges générales d'exploitation	19	-12 125 376	-11 066 751	-1 058 625	10 %
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-571 251	-526 789	-44 462	8 %
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		12 481 178	9 973 448	2 507 730	25 %
+/- Coût du risque	22	-597 731	-1 060 637	462 906	-44 %
RESULTAT D'EXPLOITATION		11 883 447	8 912 811	2 970 636	33 %
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés					
RESULTAT COURANT AVANT D'IMPOT		11 883 447	8 912 811	2 970 636	33 %
+/- Résultat exceptionnel		15 384	-3 534	18 918	-535 %
- Impôt sur les bénéfices	24	-3 218 854	-2 324 256	-894 598	38 %
+/- Dotation/reprises de FRBG et provisions règlementées					
RESULTAT NET		8 679 977	6 585 021	2 094 956	32 %

2. Présentation de l'entité

Tête de pont européenne du Groupe BGFIBank, BGFIBank Europe est un acteur du financement du commerce entre l'Afrique et le reste du monde.

Agréée en octobre 2009, BGFIBank Europe réalise des opérations de financement du commerce international (trade finance) entre l'Afrique subsaharienne et l'Europe, pour une clientèle d'entreprises, notamment des négociants de matières premières, et du correspondant banking avec des banques de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA), de l'Afrique centrale (CEMAC) et des pays africains où le groupe est implanté, ainsi que des opérations de change pour sa clientèle.

Son capital social est composé de 40.000.000 d'actions d'une valeur nominale de 1€ intégralement libéré et son siège social est situé 10-12 rue du Général FOY, 75 008 Paris (France).

Les comptes de BGFIBank Europe sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BGFIBank qui a pour société consolidante BGFI Holding Corporation SA, dont le siège social est situé Boulevard Georges Rawiri, BP 25 200 Libreville (Gabon).

3. Résumé des règles et méthodes comptables

3.1 Règles d'évaluation et de présentation des états financiers

Les comptes annuels de BGFIBank Europe sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et selon les dispositions applicables aux banques, telles que définies par le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux entreprises du secteur bancaire.

Les commissions sont prises en compte conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 Livre II Titre 1 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours.

Les textes ont été appliqués dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base d'établissement des états financiers : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes et indépendance des exercices.

3.2 Conversion des opérations en devises

Les comptes de Bilan et de Hors-Bilan libellés en devise sont convertis en euro au cours en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les produits et les charges libellés en devises sont convertis tous les jours en euro. Les positions de change sont réévaluées tous les jours et le résultat de change correspondant est comptabilisé en compte de résultat.

Concernant les opérations à terme, l'écart de cours entre le comptant et le terme (report ou déport) est rapporté au compte de résultat prorata temporis.

3.3 Prêts aux banques

Les prêts aux banques et établissements financiers sont comptabilisés à leur valeur nominale, les intérêts courus et non échus sont portés au compte de résultat lors de l'arrêté des comptes.

3.4 Crédits à la clientèle

Ils comportent des Mobilisations de Créances Nées sur l'Etranger (MCNE) pour lesquelles l'intérêt perçu d'avance est étalé sur la durée de l'opération. Il s'agit d'un financement à court terme de créances effectuées dans le cadre d'une ligne de crédit accordée par une banque à une entreprise exportatrice. Cette ligne de crédit permet d'assurer le financement des créances nées à l'exportation. Le montant de ce crédit bancaire est fixé au moment de sa mise en place et dépend bien évidemment de la qualité des entreprises en présence. La mobilisation de créance née sur l'étranger s'applique à toutes les exportations de marchandises à destination de l'étranger (hors DOM-TOM). Le délai de paiement accordé à l'acheteur ne doit normalement pas excéder 18 mois à compter de la date de naissance de la créance (selon le cas, il peut s'agir de la date de commande, de la date d'expédition ou de la date de réception).

Concernant les autres crédits, les intérêts courus et non échus sont portés au compte de résultat lors de l'arrêté des comptes.

3.5 Commissions sur dépôts

Lorsque les dépôts collectés sont soumis au règlement d'une commission, cette commission est portée linéairement au compte de résultat au prorata temporis,

3.6 Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au Bilan pour leur coût d'acquisition et amorties sur leur durée estimée d'utilisation. Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Agencement et mobilier de bureau : 10 ans en linéaire ;
- Matériel Informatique et Logiciel : entre 3 et 5 ans en linéaire.

3.7 Retraites

Les pensions de retraites dues au titre de divers régimes obligatoires en France sont prises en charge par des organismes spécialisés auxquels la succursale et les salariés versent régulièrement des cotisations.

Il a été versé au titre de l'année 2023 : 323 364 euros.

A ce jour il n'existe aucun engagement de retraite spécifique.

3.8 Encours : provisions et dépréciations

La classification comptable des encours est régie par le règlement ANC 2014-07 où l'on distingue les catégories suivantes :

■ Les **encours sains** ventilés en deux sous catégories :

- les encours **sains** pour lesquels aucun incident de paiement n'est intervenu et pour lesquelles il n'existe aucun doute sur le caractère recouvrable de la créance ;

- les encours **sains restructurés** : les créances restructurées à des conditions de marché ainsi que les retours à meilleure fortune.

■ Les **encours douteux** également répartis en deux catégories :

- les encours **douteux** constitués par les créances et les engagements, même s'ils sont assortis de garanties, porteurs d'un risque de crédit avéré c'est-à-dire lorsqu'il devient probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues ;

- les **encours douteux compromis** pour lesquels aucun retour en encours sains n'est prévisible.

Le terme « créance douteuse » comprend aussi bien le capital (échu et restant dû ; bilan et hors bilan) que les intérêts (échus impayés et courus).

Règles de déclassement :

Les encours sont déclassés en **douteux** dans les cas suivants :

- présence d'impayés depuis 3 mois au moins (9 mois pour les collectivités locales) ;
- existence d'un risque de crédit avéré quand bien même il n'existe pas d'impayés ;
- existence de procédures contentieuses.

Le reclassement en douteux d'un encours entraîne par contagion le déclassement de la totalité des encours (bilan comme hors bilan) relatifs à la contrepartie.

Méthode de provisionnement :

Les dépréciations sur créances sont affectées à des actifs et sont inscrites en déduction des postes d'actifs concernés.

L'estimation des provisions doit être réalisée contrepartie par contrepartie. Les provisions constituées doivent pouvoir permettre de couvrir, en valeur actualisée, l'ensemble des pertes prévisionnelles.

Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux initiaux, déduction faite des flux déjà encaissés, et des flux prévisionnels, déterminé en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques et l'état des procédures en cours.

Dépréciation du capital de la créance :

Les dépréciations sont comptabilisées en résultat au débit d'un compte de dotations aux provisions sur créances, en contrepartie des comptes de dépréciations sur créances vis-à-vis des établissements de crédit ou clientèle au bilan.

Créance restructurée :

Aucune créance restructurée au 31 décembre 2023.

4. Notes

1 Capitaux propres

	31/12/2022	Affectation du résultat	31/12/2023
Capitaux souscrits	40 000 000		40 000 000
Réserves	4 000 000		4 000 000
Report à nouveau	3 145 715	3 292 510	6 438 225
Résultat de l'exercice	6 585 021	-6 585 021	8 679 977
Capitaux propres	53 730 736	-3 292 511	59 118 202

Fonds propres réglementaires

	31/12/2023	31/12/2022
Capitaux souscrits	40 000 000	40 000 000
Réserves	4 000 000	4 000 000
Report à nouveau	6 438 225	3 145 715
FONDS PROPRES SOCIAUX	50 438 225	47 145 715
Immobilisations incorporelles	- 633 712	- 851 025
FONDS PROPRES REGLEMENTAIRES	49 804 513	46 294 690

2 Caisse, banques centrales et CCP

	31/12/2023	31/12/2022
Caisse	1887	1 289
Banques centrales	231 243 384	35 610 385

3 Créances sur les établissements de crédit

	31/12/2023	31/12/2022
A vue	85 030 720	61 303 389
A terme	104 681 819	81 425 212
	189 712 539	142 728 601

Durées restant à courir	31/12/2023	31/12/2022
Moins de 3 mois	159 416 270	111 228 601
De 3 à 12 mois	24 029 477	13 500 000
De 1 an à 5 ans	6 266 792	18 000 000
Plus de 5 ans		
	189 712 539	142 728 601

Dettes vis-à-vis des établissements de crédit

	31/12/2023	31/12/2022
A vue	28 394 915	32 815 049
A terme	502 037 202	267 220 374
	530 432 117	300 035 423

Durées restant à courir	31/12/2023	31/12/2022
Moins de 3 mois	206 104 525	75231592
De 3 à 12 mois	321 795 353	171 181 676
De 1 an à 5 ans	2 532 239	53 622 155
Plus de 5 ans		
	530 432 117	300 035 423

5 Opérations avec des sociétés apparentées

Actif	31/12/2023	31/12/2022
Moins de 3 mois	23 810 722	26 499 498
De 3 à 12 mois	3 029 476	2 897 615
De 1 an à 5 ans	6 266 792	12 262 048
Plus de 5 ans		-

Passif	31/12/2023	31/12/2022
Moins de 3 mois	40 478 361	43 189 360
De 3 à 12 mois	1 000 000	1 000 000
De 1 an à 5 ans		
Plus de 5 ans		

Engagements vis-à-vis du groupe

Engagements reçus	31/12/2023	31/12/2022
Accord de refinancement reçu	5 000 000	35 000 000
Cautions et Avals autres reçus		
Garanties première demande reçues	48 376 661	35 063 378
Engagements donnés	31/12/2023	31/12/2022
Confirmation de crédits documentaires	1 677 146	5 293 040
Confirmation de lettres en attente	506 429	2 209 431
Acceptation CDE		879 296
Autres Garanties	4 133 660	
Autres engagements		

6 Opérations avec la clientèle à l'actif

Les durées restant à courir sur les concours à la clientèle (dont dettes rattachées) sont les suivantes :

Durées restant à courir	31/12/2023	31/12/2022
Moins de 3 mois	132 793 509	159 851 408
De 3 à 12 mois	32 676 634	66 740 945
De 1 an à 5 ans	66 175 686	59 348 672
Plus de 5 ans	17 096 805	3 000 000
	248 742 635	288 941 025
Détail par secteur	31/12/2023	31/12/2022
Activités financières et assurance	1393	58 877 389
Agriculture, pêche	354	
Commerce de gros produits de construction	2 051 379	
Commerce de gros alimentaire non spécialisé	30 969 365	19 959 596
Commerce de gros alimentaire spécialisé	29 782 021	60 304 360
Commerce de grosses fournitures d'équipement	1 678 864	5 431 691
Commerce de gros minerais et métaux	4 370 021	14 374 665
Commerce de gros produits chimiques	67 545 882	64 802 786
Commerce de gros non spécialisé	6 060 191	
Commerce de gros matières premières agricoles		21 861 792
Commerce de véhicules automobiles	1 277 873	163 472
Télécommunications	30 012 478	23 222 235
Transports et entreposages	9 979 592	5 822 916
Industries extractive	10 650 521	
Société de holding	44 099 737	
Autres	10 262 964	14 120 123
	248 742 635	288 941 025

Détail par pays	31/12/2023	31/12/2022
ALLEMAGNE		
BURKINA FASO		
CAMEROUN	4 939	5 242 766
CONGO		
COTE D'IVOIRE	32 968 458	38 228 508
DUBAI		
EMIRATS ARABES UNIS	10 873 993	10 053 551
ESPAGNE		
FRANCE	54 356 414	47 490 568
GABON	421	3 854 084
GAMBIE		
GUINEE		
ITALIE	2 036 691	146 285
HONG KONG	4 369 711	14 373 946
LIBAN		
LUXEMBOURG		490 182
KENYA	20 000 624	8 218 743
MADAGASCAR		
MALTE	37 729 075	45 914 474
MAURICE	2 695 058	8 467 017
MONACO	25 397 571	17 786 307
NIGER		1 152 650
PAYS BAS		1 917
RDC	781 809	
SEYCHELLES	1 075 000	
SAO TOME		3 470 603
SENEGAL	330 100	500 000
SUISSE	32 121 001	54 475 897
SINGAPOUR	23 997 818	29 069 567
Autres	3952	3 960
	248 742 635	288 941 025

7 Informations sur le portefeuille de la clientèle

	31/12/2023		31/12/2022	
	Corporate	ETC (hors nostro)	Corporate	ETC (hors nostro)
Encours sain	216 180 166	189 712 539	288 941 025	70 571 734
Créances douteuses	33 606 891	1 784 549	525 038	1 784 549
Dépréciations	1 044 422	1 784 549	526 125	1 784 549
Taux de créances douteuses brut	13,45 %	0,009 %	0,18 %	2,53 %
Taux de créances douteuses net				
Taux de provisionnement des créances douteuses	3,11 %	100 %	100 %	100 %

8 Opérations avec la clientèle Passif

Opérations avec la clientèle Passif

	31/12/2023	31/12/2022
Comptes à vue	47 698 741	45 882 777
Comptes à terme	31 357 652	68 589 880
	79 056 557	114 472 657

9 Titres

	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Acquisition	212 316	49 783	1 114 496	16,872	0
Cession	0	76 225	0	0	0

10 Créances éligibles

Créances éligibles au refinancement de la BCE : néant.

11 Immobilisations

Immobilisations Valeurs Brutes	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Immobilisations incorporelles d'exploitation	3 289 661	298 452		3 588 113
Immobilisations corporelles d'exploitation	1 157 709	49849	16 389	1 191 169
Amortissements	Début exercice	Augmentation	Diminution	Fin exercice
Immobilisations incorporelles d'exploitation	2 438 635	515 765		2 954 400
Immobilisations corporelles d'exploitation	989 555	54 886		1 044 441
Immobilisations valeurs nettes	Début exercice	Augmentation	Diminution	Fin exercice
Immobilisations incorporelles d'exploitation	851 027		217 314	633 713
Immobilisations corporelles d'exploitation	168 154		21 426	146 728

12 Comptes de régularisation et actifs divers

Comptes de régularisation et actifs divers	31/12/2023	31/12/2022
Autres actifs	1 737 570	2 652 717
Dépôts de garantie	439 443	1 491 724
Créances fiscales et sociales	712 675	
Débiteurs divers	585 452	1 160 994
Comptes de régularisation et actifs	399 010	800 844
Produits à recevoir	28 269	766 796
Charges constatées d'avance	347 594	34 048
Autres comptes de régularisation	23 147	
Total	2 136 580	3 453 561

13 Comptes de régularisation et passifs divers

Comptes de régularisation et passifs divers	31/12/2023	31/12/2022
Autres passifs	1 820 294	1 191 963
Dettes fournisseurs	64 433	29 255
Dettes fiscales et sociales	1 701 807	983 342
Autres créditeurs	54 054	179 366
Comptes de régularisation et passifs	3 471 517	3 442 166
Produits perçus d'avance	3 471 517	1 322 272
Charges à payer		2 024 288
Autres comptes de régularisation		95 606
Total	5 291 812	4 634 129

14 Ventilation des opérations par agents économiques

Ventilation des comptes par agent économique

Actif	Etablissements de crédit	SNF	Particuliers
Opérations sur les établissements de crédit	189 712 539		
Opérations avec la clientèle		248 675 046	67 589
Opérations sur titres			
Passif	Etablissements de crédit	SNF	Particuliers
Opérations sur les établissements de crédit	530 432 117		
Opérations avec la clientèle		71 546 379	7 510 178

15 Engagements hors-bilan

	31/12/2023	31/12/2022
Engagements de garantie reçus	141 193 797	163 445 312
Cautions avals et autres	38 907 016	128 445 312
Garanties PGE	1 145 531	2 890 043
Garanties ETC	12 537 915	11 000 000
Garanties ICIEC	13 574 661	21 700 000
Garanties FAGACE	12 000 000	
Engagements de financement donnés	108 165 123	52 989 764
Engagements de garantie donnés	36 481 166	60 055 573
Confirmation de crédit documentaire	9 955 332	18 364 706
Acceptation de crédit documentaire	12 624 435	9 206 138
Participation en risque		25 000 000
Autres engagements	49 104 189	

16 Marge d'intérêt

	31/12/2023	31/12/2022
Produits sur opérations avec la clientèle	16 122 081	11 736 999
Charges sur opérations avec la clientèle	5 297 110	2 279 343
Marge sur opérations avec la clientèle	10 824 971	9 457 656
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaire	9 354 329	2 231 121
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaire	5 196 178	765 367
Marge sur opérations trésorerie et interbancaire	4 158 151	1 465 754
Marge d'intermédiation	14 983 122	10 923 410

17 Commissions

	31/12/2023	31/12/2022
Sur opérations de trade finance	2 700 885	3 658 876
Sur moyens de paiement	1 211 370	1 089 505
Sur activité de financement et structuration	2 398 322	2 590 387
Autres commissions perçues	1 693 696	2 164 729
Autres réglées	-729 447	-524 523
Commissions nettes	7 275 126	8 978 973

18 Opérations des portefeuilles de négociation

Opérations des portefeuilles de négociation	31/12/2023	31/12/2022
Opérations :		
Sur titres de transaction		
De change	2 920 211	1 664 606
Sur instruments financiers à terme		
Total	2 920 211	1 664 606

19 Charges générales d'exploitation

Charges générales d'exploitation	31/12/2023	31/12/2022
Frais de personnel	6 096 948	5 614 012
<i>Dont taxes sur les salaires</i>	10 052	25 420
Autres charges d'exploitation	6 028 428	5 452 739
	12 125 376	11 066 751

20 Frais de personnel

	31/12/2023	31/12/2022
Salaires et traitements	4 240 551	3 787 808
Charges sociales	1 533 032	1 498 280
Charges de retraite	323 364	327 925
Intéressement et participation		
	6 096 948	5 614 012

21 Effectif

L'effectif au 31/12/2023 se répartit comme suit :

Effectif	31/12/2023	31/12/2022
Cadres	38	36
Non cadres	19	14
Mandataires	2	2
	59	53

22 Coût du risque

	31/12/2023	31/12/2022
- Dépréciations ou - reprise sur créances douteuses	518 296	1 030 931
Provisions pour risques opérationnels	50 000	-15 434
Perte sur créances	29 435	-1 015 500
Perte sur risques opérationnels		
	597 731	1 060 637

23 Honoraires commissariat aux comptes

Honoraires CACs	31/12/2023	31/12/2022
PWC	88 000	98 782
RSM	70 000	

24 Résultat exceptionnel

	31/12/2023	31/12/2022
Charges exceptionnelles sur risques opérationnels		
Autres charges exceptionnelles	10 374	3 603
Produits exceptionnels	25 758	69
	15 384	3 534

25 Eléments de calcul pour l'impôt sur les sociétés

	31/12/2023	31/12/2022
Résultat comptable	8 679 977	6 585,21
Réintégrations	4 358 027	2 920 393
Déductions	476 404	407 890
Résultat fiscal	12 561 600	9 097 524
Déficit antérieur imputé	0	0
IS	3 218 854	2 324 256

26 Ventilation durée fournisseurs

Fournisseurs art 441-6 du code de commerce

	A moins de trois mois	Trois mois à six mois	Six mois à douze mois	Au-delà
Fournisseurs	64,434			

27 Evénements post Clôture

A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2023 de l'entité, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023)

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

La société a conclu avec son actionnaire principal, la société gabonaise BGFI Holding Corporation SA (BHC), deux conventions :

- un contrat de franchise d'exploitation de la marque BGFIBank ; au titre de ce contrat, le montant de la charge comptabilisée par BGFIBank Europe au titre de l'exercice 2023 est de 1 264 948,73 euros ;

- une convention d'assistance générale et d'appui technique ; les frais induits par cette convention comprennent les missions suivantes : aide au développement commercial, détermination des décisions organisationnelles, orientations stratégiques, exécution du contrôle et de l'inspection de la société ; au titre de cette convention, le montant de la charge comptabilisée par BGFIBank Europe au titre de l'exercice 2023 est de 560 442,16 euros.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 16 mai 2024

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas Le Moual

Les commissaires aux comptes

RSM Paris
Ratana Lyvong

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'élevant à 8.679.976,85 € de la manière suivante :

Dotations à la réserve légale :	EUR 0,00
Report à nouveau :	EUR 8.679.976,85

Suite à cette affectation, les comptes ci-dessous présenteront les soldes ci-après :

Capital social :	EUR 40.000.000,00
Réserve légale :	EUR 4.000.000,00
Report à nouveau :	EUR 15.118.202,01

L'Assemblée Générale Ordinaire décide que soit prélevée sur le compte de report à nouveau, la somme de 4.340.000,00 € en vue de la distribution de dividendes.

Le dividende brut par action s'établit à 0,1085 €, montant auquel il conviendra de déduire, le cas échéant, l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Ce dividende sera payable à l'issue de la présente Assemblée Générale.

A la suite de cette distribution de dividendes, les comptes ci-dessous présenteront les soldes ci-après :

Capital social :	EUR 40.000.000,00
Réserve légale :	EUR 4.000.000,00
Report à nouveau :	EUR 10.778.202,01

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est à la disposition du public au siège social de la société.